



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Grandes manœuvres

Plus de 6 semaines après les élections législatives, le pays n'a toujours pas de gouvernement. Les jeux de Paris 2024 imposait une «trêve olympique» avait affirmé Emmanuel Macron. Ça n'a pas empêché son gouvernement «démissionnaire», censé expédier les affaires courantes, de signer un décret autorisant le travail 7 jours sur 7 pendant les vendanges, ni de fixer les orientations du budget de l'Etat pour 2025, ni de poursuivre la répression coloniale en Kanaky !

Or donc, le chef de l'État a invité les président-es de groupes parlementaires et responsables de partis à le rencontrer avant de désigner un futur premier ministre. Il affirme vouloir «continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible». En d'autres termes, débaucher à gauche et à droite pour pouvoir poursuivre sa politique de casse sociale, environnementale et démocratique.

Avec le plus grand nombre de député-es, le Nouveau Front Populaire, est certes légitime à revendiquer de pouvoir former le prochain gouvernement. Mais faute de majorité à l'Assemblée et au vu des manœuvres macronistes, la consolidation du NFP à la base et la mobilisation citoyenne seront plus utiles pour faire passer les mesures d'urgences de son programme plutôt que d'incertaines batailles institutionnelles.

Avec le nouveau Front Populaire, le syndicalisme mobilisé

Macron a perdu mais manœuvre odieusement contre la légitimité d'un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP). Il faut donc résister, mobiliser et préserver l'unité politique.

D'autant que nous pouvons compter sur la mobilisation indépendante des mouvements sociaux. Ils ont répondu présents depuis le lendemain de la dissolution. Une présence active, vigilante, exigeante. La Ligue des droits de l'homme (LDH) les a rassemblés dans un manifeste commun (comme en 1936) pour «ouvrir une nouvelle page pour une alternative». Une telle situation est inédite : le mouvement social met «la politique» sous son contrôle direct.

L'intersyndicale a salué le «sursaut» contre l'extrême-droite

La quasi-totalité du front syndical uni contre la réforme des retraites en 2023 s'est félicitée du «sursaut» contre le RN. Et a lancé «un signal d'alarme» pour des résultats rapides sur le plan social et démocratique. La CFDT estime que le gouvernement doit se faire «avec la CFDT». Sa secrétaire générale explique (à la radio) qu'il serait «légitime» que «le bloc arrivé en tête» (le NFP) soit «respecté», alors que Macron exprime son mépris.

Un syndicalisme «engagé», c'est bon signe !

Des syndicats ont pris position électoralement, non pour tel ou tel parti, mais d'abord pour «faire rempart» contre le RN. Officiellement, la CGT a appelé à voter «pour le programme» du Front populaire. Certaines organisations (dont des responsables CGT et la FSU), s'inquiètent que la gauche ne soit «pas à la hauteur», comme l'exhorte une tribune publique. «Nous sommes montés au front» donc : «Ne nous décevez pas», ajoutent-ils (elles) en réaction aux atermoiements du NFP pour proposer une Première ministre.

Dans une vidéo CGT, Sophie Binet (CGT) s'était adressée auparavant à celles et ceux «qui ne se reconnaissent plus dans la politique», reconnaissant que dans le passé «nos espoirs ont été trahis». Il faudra donc «mettre la gauche sous surveillance populaire», comme le dit aussi l'Union syndicale Solidaires : «Rien n'est réglé». Sophie Binet explique à Médiapart que la CGT a pris des positions «incroyables», inédites depuis «longtemps».

Rien ne serait pire aujourd'hui que ce soit le Nouveau Front populaire qui ne soit pas à la hauteur de l'engagement des mouvements sociaux.



Une « assemblée » par anticipation ?

Pour ENSEMBLE!, la mise en place d'assemblées citoyennes et populaires est un élément central pour faire vivre le Nouveau Front Populaire. L'expérience du Sud-Ardèche en est un exemple

Le 9 juin au soir, c'est la stupeur après l'annonce des résultats des Européennes et la décision de Macron de dissoudre l'Assemblée nationale. En Sud-Ardèche, un collectif militant non partisan lance un appel citoyen à se réunir dès le lendemain à Aubenas. Il s'agit de s'organiser pour la campagne législative et d'inciter les organisations politiques de gauche à se réunir pour ne présenter qu'une seule candidature sur la circonscription.

La 10 juin, une centaine de personnes -assez jeunes- est présente sur la place du Château. Pour la plupart, ce sont des militant-e-s d'un collectif qui articule différents groupes culturels, écologistes, féministes, solidaires assez radicaux et autonomes sur le territoire. Seule une minorité de militant-e-s politiques (ENSEMBLE!, Place Publique puis arrivée plus tardive de la LFI) y participe. La détermination à combattre l'extrême droite est unificatrice. Une heure après la fin de l'assemblée locale, un accord national entre les organisations de gauche est annoncé. Ce sera le Nouveau Front Populaire (NFP).

En Ardèche méridionale, l'investiture revient à la LFI, qui s'oppose à un panachage de la candidature pour la suppléance. Les protestations des organisations de gauche et des représentant-e-s de l'assemblée citoyenne n'y changeront rien malgré le contexte. Les membres de l'assemblée s'engagent néanmoins dans la campagne et se voient même confiés l'organisation de la fête de lancement. La cohabitation va cependant s'avérer épique et va révéler un véritable choc des cultures et des pratiques entre, d'un côté, une imagination et une créativité et, de l'autre, une campagne hyper-centralisée. Il n'y aura pas de bilan malgré la demande unanime des partenaires.

Pendant la campagne, l'assemblée continue de se réunir. Elle convoque une nouvelle réunion au lendemain du 2e tour de l'élection, le 8 juillet. Une cinquantaine de personnes y participe et nous y sommes présent-e-s. Toute une série d'actions est envisagée même si à ce stade, la formalisation d'une assemblée locale du NFP n'est pas encore actée. A suivre donc dans les prochaines semaines.



La Bande de Gaza est rasée, sa population est décimée, mais le Hamas n'est pas détruit...

On a beaucoup dit qu' «on ne détruit pas une idée», et c'est vrai ! Mais on peut parfaitement détruire le parti porteur d'une idéologie. Or, à l'évidence, après 10 mois, Israël n'est pas parvenu à détruire le Hamas comme c'était son but. Évidemment, de rudes coups lui ont été portés : le territoire qu'il contrôlait est quasiment rasé des infrastructures qui l'abritaient, la population qui l'a élu et qu'il administre est littéralement décimée (1 gazaoui sur 10 est mort, blessé ou malade) et un nombre probablement important de ses adhérents, cadres, ou miliciens sont hors de combat. Mais :

- sitôt assassiné, tel ou tel des ses responsables est immédiatement remplacé (cf. Haniyeh/ Sinouar),
- la branche armée du Hamas vient de procéder au recrutement de 3000 combattants. Car le réservoir est inépuisable de désespérés qui n'ont plus rien à perdre que leur vie,
- il continue à envoyer des roquettes,
- le «fameux» Ministère de la Santé «tenu par le Hamas» continue à produire quotidiennement des statistiques populationnelles de mortalité et de morbidité à l'unité près (encore que ces statistiques soient largement sous-estimées),

- le service de l'Etat civil fonctionne (cf. la détresse indicible de ce père dont l'épouse et les jumeaux nouveau-nés ont été tués dans leur appartement bombardé alors qu'il était sorti pour déclarer la naissance de ses chérubins),
- la majorité des « otages » reste introuvable,
- directement ou indirectement, le Hamas s'ex-prime et «négocie» : il reste un interlocuteur, y compris pour Israël.

L'état colonial sioniste n'a pas obtenu la reddition du Hamas et le régime en place à Gaza ne s'est pas effondré en dépit du fait que la puissance destructrice des bombes règues.

Car détruire et tuer ne suffit pas pour faire une politique. C'est cela qui manque à Netanyahu et à son cabinet de fous suprématises. Quel est leur but politique ? Les uns veulent réoccuper Gaza, d'autres la vider du maximum de ses habitants, certains veulent gagner du temps en vue de l'élection américaine, tel autre durer pour échapper à la justice, d'autres détruire l'Iran et/ou le Hezbollah sans oublier ceux qui veulent annexer la Cisjordanie. Ou tout ça à la fois !

Il faut les arrêter, d'urgence !

Equipe d'Animation de la Commission Palestine/Israël



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

